

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Toulon , le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPMR

Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes - BP52
83481 Puget-sur-Argens

Références : [D-UD83-2025-0542](#)

Code AIOT : 0006400247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement SPMR implanté Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 Puget-sur-Argens. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPMR
- Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 Puget-sur-Argens
- Code AIOT : 0006400247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPMR (Société du Pipeline Méditerranée Rhône) exploite un terminal de livraison

d'hydrocarbures. La vocation de ce site est la distribution de carburants transportés depuis la zone de l'Etang de Berre par un pipeline à destination du dépôt pétrolier DPCA de Puget Sur Argens.

Les installations principales du terminal sont constituées de réservoirs de stockage de liquides inflammables .

La société TRAPIL assure, pour le compte de SPMR, l'exploitation, la maintenance, la surveillance et la sécurité du terminal et du réseau via un contrat de prestation de gestion industrielle.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
2	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
3	Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
4	Ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
5	Capacités et tuyauteries soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le sujet dit "plan de modernisation des installations industrielles" (PMII) est bien connu et suivi par l'exploitant. Les guides techniques reconnus par l'administration sont appliqués et les contrôles et actions qui en découlent sont correctement réalisés et tracés. Les éléments envoyés à l'Inspection de l'environnement postérieurement à la visite d'inspection permettent de ne pas avoir de point de contrôle avec suite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être

présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : L'établissement étant soumis à la rubrique 4734, les 4 bacs de stockages sont soumis à l'arrêté du 03/10/10 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Il n'y a pas d'autre stockage en réservoir aérien présent sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10
Prescription contrôlée : 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none"> - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
Constats : Les quatre bacs de stockage du site sont soumis à cette prescription. L'exploitant présente le plan d'inspection de ces bacs. Il comporte une inspection de routine effectuée tous les ans, une inspection quinquennale et une inspection décennale. Les inspections de routine sont effectuées par le chef de secteur exploitation sud ou son adjoint. Les inspections quinquennales et les inspections décennales sont effectuées par la société Mistras ou par la société Testex.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10
Prescription contrôlée : 29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...)

L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

Constats :

Le document « plan d'inspection des réservoirs du réseau SPMR » est présenté. Ce planning indique les dates de toutes les visites de tous les bacs, passées et à venir (routines, quinquennales et décennales).

Les rapports des visites de routine 2025 de tous les bacs sont présentés à l'inspection de l'environnement. Les visites ont été réalisées le 10 octobre 2025. L'inspection de l'environnement regarde plus en détail le rapport du bac T650. Le guide technique DT94 « Guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux » reconnus par l'administration est appliqué. Suite à la réalisation de la visite, les rapports sont transmis au service travaux neufs qui peut demander plus de photos, la réalisation de mesures spécifiques et/ou lancer des travaux. A la demande de l'inspection, le rapport de la visite de routine du bac T650 effectuée en 2024 (le 21/11/24) est également présenté. L'inspection de l'environnement n'a pas de remarque particulière sur ces rapports qui sont jugés de bonne qualité.

Concernant les visites quinquennales, les rapports des visites quinquennales des bacs T650 et T651 réalisées les 6 et 7 février 2018 par Testex sont présentés. L'inspection note la très bonne qualité de ces rapports. Le guide DT94 susmentionné est appliqué. Dans les rapports, une recommandation de reprise de peinture est notifiée. Celle-ci a été réalisée en 2024.

Concernant les visites décennales, les rapports des visites décennales des quatre bacs sont présentés. Ces rapports indiquent que l'« analyse [a été] réalisée suivant EEMUA 159 révision 5 »

Concernant le bac T652, en 2024 la décennale n'a pas pu être réalisée car l'écran était imbibé. L'inspection décennale a donc été faite en juin et juillet 2025. Le rapport Mistras du 05/06/25 juge le bac inapte (document « rapport d'analyse et de synthèse inspection de réservoir (ID toit fixe) »). Le jour de l'inspection, le bac est en travaux donc hors exploitation comme cela a pu être vérifié sur site par l'inspection de l'environnement.

Concernant le bac T653, le rapport Mistras du 29/04/25 juge le bac apte au service pour 10 ans mais des travaux sont à réaliser avant la remise en service. Le jour de l'inspection, le bac a été

remis en service mais la preuve de la réalisation des travaux avant remise en service n'a pas pu être présentée à l'inspection de l'environnement.

Concernant le bac T650, le rapport Mistras du 27/09/23 juge le bac apte au service mais avec des travaux à réaliser à court terme (1 an), ainsi que la réalisation d'un contrôle annuel de la dépassée (=la tôle qui dépasse du bac en bas à l'horizontal) en attendant la réalisation de travaux. L'exploitant indique que les travaux sont prévus en 2027 (remplacement écran, tôles et revêtement intérieur). Le bac T650 fait l'objet d'un suivi particulier au regard des travaux à faire.

Concernant le bac T651, le rapport Mistras du 20/10/23 juge le bac apte au service pour 10 ans. Des travaux sont préconisés mais n'empêchent pas son exploitation. Ces travaux sont prévus en 2026 : réfection des tôles de bordure, reprise du revêtement interne et remplacement de l'écran.

Postérieurement à l'inspection et par mail du 21 novembre 2025, SPMR a transmis à l'Inspection de l'environnement le document "Plan de traitement des bacs - Actions en cours" du 20 novembre 2025 qui indique pour le bac T653 les travaux qui ont été réalisés pour la remise en service et pour les autres bacs les justifications des travaux à réaliser ainsi que l'acceptation de leurs échéances. L'inspection de l'environnement n'a plus de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

[...]

Constats :

La cuvette de rétention des quatre bacs est soumise à cette prescription. Elle est contrôlée tous les ans par le chef de secteur exploitation sud ou son adjoint. L'exploitant présente le dernier

rapport : document "fiche de surveillance cuvettes de rétention du 21/11/24". Le guide technique DT 92 - « Guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures » reconnu par l'administration est appliqué.

Selon le dossier la cuvette est en très bon état. Lors du contrôle sur site, nous n'avons pas constaté de dégradations particulières par rapport à la fiche de surveillance de ladite cuvette. La cuvette est déterminée de classe 1 selon le guide DT92 susmentionné. L'Inspection de l'environnement n'a pas de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Capacités et tuyauteries soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, PMII

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

[...]

Constats :

Le document "plan d'inspection et de traitement du PMR" est présenté. Les tuyauteries sont contrôlées par le service intégrité de TRAPIL tous les 5 ans selon la procédure qui est présentée lors de l'inspection : document "inspection des tuyauteries en installation" du 25/01/23. Le "guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation" (DT96) reconnu par l'administration est appliqué.

Toutes les tuyauteries ont été contrôlées les 26 et 27 mai 2025 et le rapport a été signé le 13 juin 2025. Il est présenté à l'Inspection de l'environnement. Il conclut notamment à la présence de :

→ 7 désordres en priorité P1 (c'est-à-dire qui nécessite une action sous 3 ans) ;

→ 5 désordres en priorité P2 (c'est-à-dire qui nécessite une action sous 5 ou 10 ans).

L'exploitant présente également le programme de traitement des désordres 13/06/25 suite à l'inspection de 2025.

L'Inspection de l'environnement n'a pas de remarque particulière et note une procédure de très bonne qualité.

Type de suites proposées : Sans suite